



September 27, 2021

Le très honorable Justin Trudeau,
Premier ministre du Canada,
80, rue Wellington,
Ottawa (Ontario) K1A 0A2

Cher Premier ministre Trudeau,

Je vous écris en tant que représentant de Médecins Sans Frontières (MSF), l'une des plus importantes organisations médicales et humanitaires indépendantes d'urgence au Canada - et dans le monde - afin d'insister pour que, sous votre direction, le Canada assume ses obligations internationales et ses responsabilités morales en répondant aux crises mondiales avec un sentiment d'urgence, en respectant le droit humanitaire international et en tenant compte des besoins des personnes les plus vulnérables dans le monde.

Alors que vous commencez votre nouveau mandat en tant que Premier ministre du Canada, vous êtes confronté à de multiples crises internationales et devez décider de la manière dont le Canada y répondra. Parmi ces crises, citons les conflits armés et les besoins humanitaires considérables en Afghanistan, au Yémen et en République centrafricaine; la menace constante de la pandémie de COVID-19 et d'autres maladies; et les vagues de déplacement sans précédent dans le monde causées par la violence, les troubles politiques et les catastrophes climatiques qui forcent les gens à fuir leur pays d'origine.

Le temps presse. À l'heure actuelle, les équipes de MSF interviennent dans plus de 70 pays et sont directement témoins des défaillances politiques à l'échelle mondiale qui sont à l'origine de nombreuses souffrances. En tant qu'organisation médicale internationale d'urgence fournissant exclusivement une aide humanitaire indépendante, impartiale et neutre depuis 1971, nous apportons des soins vitaux aux personnes touchées par les crises qui comptent parmi les plus complexes au monde. Toutefois, il incombe aux gouvernements comme le vôtre de trouver des solutions à ces crises, de prévenir que des atrocités ne soient commises et de veiller au respect du droit humanitaire international. Seuls les gouvernements possèdent la capacité politique de s'attaquer aux causes de ces crises humanitaires mondiales. Il s'agit d'une responsabilité incontournable que le Canada

doit assumer, notamment au Bangladesh, où le Canada s'est déjà engagé à chercher des solutions à la crise des réfugiés rohingyas, mais aussi dans des pays où le Canada se tient à l'écart de ces interventions humanitaires, comme en Éthiopie, au Yémen et dans les camps pour les réfugiés qui ont fui la guerre en Syrie.

Défendre les personnes touchées par des crises et demandant l'asile dans d'autres pays

La nature des crises mondiales est elle aussi en constante évolution. Aujourd'hui, jamais autant de personnes n'ont été contraintes de quitter leur foyer dans le monde. Chaque jour, les équipes de MSF sont témoins d'une augmentation de la souffrance humaine et des répercussions dramatiques qu'ont les politiques restrictives aux frontières sur celles et ceux qui n'ont nulle part ailleurs où aller. Plutôt que de restreindre la mobilité des migrants, ces pratiques punitives les obligent à la place à emprunter des itinéraires toujours plus dangereux, ce qui engendre une plus grande vulnérabilité et des effets néfastes sur leur santé physique et leur bien-être mental. Ceci a notamment été le cas en 2020 lorsqu'au début de la pandémie, le Canada a fermé ses frontières terrestres aux demandeurs d'asile. Nous demandons donc à votre gouvernement de respecter les droits des personnes cherchant à se mettre en sécurité dans d'autres pays et de garantir leur accès continu aux soins de santé – même en temps de pandémie. Le Canada doit non seulement accueillir les demandeurs d'asile, mais aussi défendre les personnes déracinées de force partout dans le monde et plaider pour que les États assument leurs responsabilités humanitaires en vertu du droit international, comme le stipulent les Conventions de Genève et la Convention relative au statut des réfugiés.

Reconnaître les conséquences sanitaires et humanitaires des changements climatiques et y répondre

Les changements climatiques ont des conséquences sanitaires et humanitaires considérables qui viennent s'ajouter à d'autres menaces sanitaires à l'échelle mondiale, comme la COVID-19, ce qui entraîne des crises dont les effets s'additionnent et sont démultipliés. Dans de nombreux pays où MSF travaille, nous constatons des crises d'une fréquence accrue, suivies de près par d'autres crises, qui laissent peu de temps aux populations et aux systèmes de santé de se rétablir dans le court intervalle. Les populations déjà fragilisées par des conflits, la répression et la négligence – celles-là mêmes auxquelles MSF vient déjà en aide – sont aussi souvent celles qui sont les plus exposées à la crise climatique. C'est pourquoi, en plus de réduire rapidement les

émissions de carbone au Canada et d'exhorter les autres pays à en faire de même, le gouvernement doit investir, dans le cadre de sa lutte pour le climat, dans les infrastructures de santé et la capacité d'intervention des pays les plus vulnérables du monde afin d'atténuer les répercussions humanitaires les plus néfastes de la crise climatique.

Répondre aux inégalités profondes en matière d'accès aux vaccins contre la COVID-19 dans le monde

Ces tendances ont été particulièrement exacerbées par la pandémie de COVID-19, montrant que le Canada ne peut se reposer sur ses lauriers ni se soustraire à ses responsabilités de garantir que les patients et les systèmes de santé dans le monde puissent obtenir les médicaments et les vaccins dont ils ont besoin. Depuis le début de la pandémie, les gouvernements – dont celui du Canada – ont dépensé des milliards de dollars dans la recherche et le développement des vaccins contre la COVID-19. Pourtant, malgré les investissements réalisés par ces gouvernements au nom de leurs citoyens, la lutte internationale contre la COVID-19 se heurte à l'heure actuelle à de profondes inégalités. En effet, les populations des pays à faible revenu sont toujours largement privées des stocks limités de vaccins disponibles dans le monde, laissant le champ libre aux variants du virus pour se développer et se propager. Pourtant, les gouvernements comme le vôtre ont eu la possibilité d'exiger un accès équitable, abordable et mondial aux vaccins contre la COVID-19 auprès des sociétés pharmaceutiques qui en contrôlent désormais l'accès, mais ils ne l'ont pas fait. Cet échec moral et en matière de santé publique menace la santé de tous, y compris au Canada.

Malheureusement, ce problème ne se limite pas à la COVID-19. Depuis des dizaines d'années, le personnel médical de MSF voit des personnes se faire refuser des traitements contre des maladies mortelles en raison des prix inabordables fixés par les sociétés pharmaceutiques assoiffées de profits, et ce, alors même que ces traitements ont été découverts grâce à des fonds publics, y compris au Canada. À court terme, votre gouvernement doit continuer à faire profiter les populations du monde entier de son vaste excédent de vaccins contre la COVID-19. Mais il doit aussi encourager l'augmentation des stocks mondiaux, notamment en apportant son appui à une proposition faite devant l'Organisation mondiale du commerce visant à lever temporairement les droits de propriété intellectuelle sur les vaccins, produits thérapeutiques et outils de diagnostic contre la COVID-19 jusqu'à ce que la pandémie prenne fin.

À long terme, alors que le Canada cherche à faire renaître son industrie de la biofabrication au sortir de la pandémie de COVID-19, il doit absolument veiller à ce que tous les fonds investis concordent avec les priorités de santé publique au niveau mondial et soient assortis de conditions pour que les patients du monde entier - y compris au Canada - puissent se procurer en temps opportun des médicaments et des vaccins abordables que la population canadienne a contribué à financer.

C'est pourquoi l'an dernier, MSF a lancé une pétition exigeant que le gouvernement canadien prenne des mesures simples afin d'ajouter dans ses accords de financement de la R. et D. médicale des conditions liées à la facilité d'accès et à la tarification abordable des produits pharmaceutiques. Cette pétition signée par 91 206 personnes a été remise au ministre de la Santé du Canada en octobre 2020. Aujourd'hui, près d'un an plus tard, il est temps que ces paroles se traduisent en actes.

Comme toujours, nous sommes impatients d'avoir un dialogue productif et constructif avec votre gouvernement sur la meilleure façon de venir en aide aux personnes touchées par des crises mondiales et sur la façon dont le Canada peut apporter son soutien afin de répondre aux crises humanitaires dans le monde. Nous attendons beaucoup de votre gouvernement et sommes impatients de travailler avec vous dans les années à venir.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Premier Ministre, l'expression de ma très haute considération.



Joseph Belliveau

Directeur général

Médecins Sans Frontières Canada

Joe.Belliveau@toronto.msf.org